

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE**

**GRAND MONTAUBAN – COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

---

**FONDS SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT**

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR**  
**Volet AIDES INDIVIDUELLES**

Applicable à compter du 1er janvier 2023

**Service Habitat/Logement social**  
**Direction de la cohésion sociale**  
**Pôle des solidarités humaines**  
**Tél : 05 63 91 77 75**  
**service.habitat@tarnetgaronne.fr**

**Grand Montauban Communauté d'Agglomération**

Secrétariat du Service Habitat

Tél : 05.63.22.50.50.

## **PRÉAMBULE :**

Aux termes de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, et du décret n° 2005-212 du 2 mars 2005, le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne détient depuis le 1er janvier 2005, la compétence en matière de gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement, en lien avec le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Au 1er janvier 2007, a été créé un FSL intercommunal sur le territoire du Grand Montauban – Communauté d'Agglomération (GMCA).

Conformément à l'article 6-4 de la loi, le Président du Conseil Départemental et la Présidente du GMCA ont confié, en application de la décision de leurs assemblées respectives, à l'UDAF82 la gestion de ce fonds, dans sa dimension technique, financière et comptable. Ce fonds FSL est applicable sur le territoire de chacun des délégataires, sur la base d'un règlement unique adopté par les instances décisionnaires de ces délégataires, afin de permettre l'égalité de traitement des demandes des usagers sur l'ensemble du territoire départemental.

Le règlement d'intervention adopté par les collectivités délégantes précise et définit les publics éligibles, les différents types d'aides, les instances parties prenantes aux décisions et les modalités d'intervention.

## **CADRE REGLEMENTAIRE :**

### ***TEXTES DE RÉFÉRENCE :***

- Loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée relative à la mise en œuvre du droit au logement.
- Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales (article 65).
- Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (Loi Alur).
- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Loi Elan).
- Décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif au Fonds Solidarité pour le Logement.
- Décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau.

Vu les délibérations de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 1er décembre 2022 et du conseil communautaire du Grand Montauban – Communauté d'Agglomération en date du 2 décembre 2022,

Vu le Plan Départemental pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées et la charte départementale de prévention des expulsions locatives,

Le présent règlement intérieur du FSL a pour objet de définir les conditions d'octroi des aides, ainsi que les modalités de fonctionnement et de gestion du fonds. Il est publié au recueil des actes administratifs du Département. Il est applicable pour tous les dossiers déposés après le 1er janvier 2023.

# Sommaire

PRÉAMBULE ET CADRE REGLEMENTAIRE : .....	1
SOMMAIRE.....	2
TITRE I – OBJET ET ORGANISATION.....	4
CHAPITRE 1 –PRINCIPES GENERAUX.....	4
Vocation du fonds et public bénéficiaire.....	4
La gestion du FSL.....	4
Le financement du FSL.....	4
CHAPITRE 2 – GOUVERNANCE ET ORGANISATION.....	5
Le Comité de pilotage du FSL.....	5
Composition.....	5
Missions.....	5
Périodicité /Secrétariat.....	5
Le Comité technique du FSL.....	6
Composition.....	6
Missions.....	6
Périodicité/Secrétariat.....	6
Les Instances d’attribution des aides individuelles.....	6
La Commission de délégation.....	6
règles d’examen des dossiers .....	6
La Commission plénière.....	7
Composition .....	8
Compétences.....	8
règles d’examen des dossiers .....	8
La Commission de recours.....	9
Périodicité des commissions plénières.....	9
Déontologie des membres des commissions.....	9
Secrétariat des instances d’attribution des aides.....	9
Le Secrétariat du FSL.....	9
Missions du secrétariat du FSL.....	10
CHAPITRE 3 – MODALITÉS D’INTERVENTION DU FSL.....	10
Règles de saisine du FSL.....	10
Constitution du dossier de demande d’aide individuelle.....	11
Règles d’examen des dossiers.....	11
Nature des interventions : conditions générales.....	11
Les prêts.....	11
Le contrat de prêt.....	12
Débiteurs défaillants.....	12
CHAPITRE 4 – LIENS AVEC LE PDALHPD.....	13
CHAPITRE 5 – PRISE D’EFFET ET RÉVISION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR.....	13
TITRE II – LE DISPOSITIF DES AIDES.....	14
CHAPITRE 1 – LES CONDITIONS D’ELIGIBILITE.....	14
Conditions de ressources.....	14
Ressources prises en compte.....	14
CHAPITRE 2 – FSL ACCES LOGEMENT.....	15
Conditions générales.....	15
Conditions de la procédure simplifiée.....	15
Dépôt de garantie et premier mois de loyer.....	16

Prestations d'accès au logement.....	16
Assurance habitation.....	16
Frais d'agence.....	17
Frais de déménagement.....	18
L'engagement de principe.....	18
Visites techniques.....	19
CHAPITRE 3 – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT / IMPAYÉS DE LOYERS.....	20
Définition de l'impayé.....	20
Conditions générales d'éligibilité.....	20
Fiche récapitulative impayés de loyer et régularisation de charges.....	20
Indécence et prévention.....	21
CHAPITRE 4 – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT / IMPAYÉS D'ÉNERGIES.....	22
Prérequis généraux.....	22
Traitement des demandes.....	22
Modalités de l'aide.....	22
Situations d'urgence pour EDF et Engie.....	22
Fiche récapitulative.....	23
CHAPITRE 5 – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT / IMPAYÉS TÉLÉPHONIQUES.....	24
Périmètre d'intervention du FSL.....	24
Conditions d'octroi.....	24
Procédure.....	24
CHAPITRE 6 – AIDE A LA MAÎTRISE DES ÉNERGIES (AME).....	25
Objet de l'Aide à la Maîtrise des Énergies (AME).....	25
Les critères d'éligibilité.....	25
La nature et le cadre financier des aides.....	26
Le fonctionnement du dispositif.....	26
Prise d'effet.....	26
CHAPITRE 7 – PRET A L'AMELIORATION DE L'HABITAT.....	27

## **TITRE I- OBJET ET ORGANISATION**

### **CHAPITRE 1- PRINCIPES GÉNÉRAUX**

#### **Vocation du fonds et publics bénéficiaires**

Le Fonds Solidarité pour le Logement (FSL) est un dispositif d'action sociale et d'insertion des populations. Il intervient en direction des personnes, ménages ou familles qui, en raison de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, rencontrent des difficultés pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir :

- en attribuant des aides financières destinées à couvrir les charges afférentes à l'entrée dans le logement ou à son occupation (loyers et charges) : aides à l'installation dans le logement, -aides au maintien dans le logement (impayés de loyer, d'eau, d'énergie ou de télécommunications).
- en organisant une offre de services adaptée aux difficultés des ménages pour accéder et se maintenir dans le logement.

Les aides du FSL sont ponctuelles et subsidiaires, c'est-à-dire interviennent en dernier recours après activation des dispositifs de droit commun.

Le FSL est l'un des outils d'action du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). À ce titre, il intervient en cohérence avec les orientations du PDALHPD.

#### **La gestion du FSL**

Le Département et le le Grand Montauban – Communauté d'Agglomération ont délégué la gestion administrative, financière et comptable à l'Union départementale des Associations Familiales de Tarn-et-Garonne 3 place Alexandre 1<sup>er</sup> CS90320 82003 MONTAUBAN CEDEX (Udaf) pour deux ans par marché en date du 14 octobre 2022.

#### **Le financement du FSL**

Le FSL est un fonds partenarial où contribuent, à titre obligatoire, le Conseil départemental et le GMCA et par voie de conventionnement les organismes financeurs partenaires volontaires (les fournisseurs d'énergie et d'eau, les bailleurs sociaux, la CAF, ainsi que certains EPCI ou directement les communes ou CIAS/CCAS, volontaires par voie de délibération de leurs organismes respectifs, Le Syndicat Départemental d'Energie de Tarn-et-Garonne.)

Un appel à contribution est effectué annuellement par le Département et peut faire l'objet de convention écrite entre les délégataires et chaque organisme financeur.

Chaque année, le gestionnaire adresse, dès l'approbation de ses comptes par l'Assemblée générale et au plus tard le 31 juillet, un bilan comptable et un rapport d'activité aux délégataires qui en donnent acte.

## **CHAPITRE 2- GOUVERNANCE ET ORGANISATION**

L'organisation du FSL est structurée autour de quatre organes:

- Comité de pilotage
  - Comité technique
  - Instances d'attribution des aides
  - Commission de recours
- } Communs aux deux délégataires

### **Le Comité de pilotage du FSL**

Le Comité de pilotage est une instance partenariale consultative, force de propositions, placé sous l'autorité du président du Conseil Départemental et animé conjointement avec la Présidente du GMCA.

### **Composition**

Siègent à ce comité les partenaires institutionnels et partenaires financeurs :

- Le Président du Conseil Départemental ou son représentant,
- La Présidente du GMCA ou son représentant,
- La Présidente de la commission solidarité, santé, habitat du Conseil Départemental ou son représentant,
- Le Président de l'UDAF82 ou son représentant,
- Le Directeur de l'UDAF 82 ou son représentant,
- La Présidente du conseil d'administration de la CAF 82,
- La Directrice du CCAS de Montauban ou son représentant,
- Un représentant de l'UDCCAS,
- Les partenaires financiers
- L'ADIL 82

N.B : des personnes morales qualifiées oeuvrant dans le domaine considéré et désignées par le comité de pilotage peuvent être conviées en fonction de l'ordre du jour du comité.

### **Missions**

Cette instance débat, formule des propositions et donne son avis sur :

- les orientations générales du fonds,
- les évolutions du règlement intérieur du dispositif,
- les bilans d'activité et comptable,
- les orientations budgétaires
- l'affectation du résultat au compte « report à nouveau » sur proposition du gestionnaire délégataire.

### **Périodicité**

Le comité de pilotage se réunit en tant que de besoin sur proposition du Président du Conseil Départemental ou de la Présidente du GMCA et au moins une fois par an.

### **Secrétariat:**

Le secrétariat est assuré, conjointement, par le Conseil Départemental et le GMCA.

## Le Comité technique du FSL

### **Composition**

Le comité technique est composé de techniciens des services du Conseil Départemental, du GMCA, du CCAS de Montauban, du gestionnaire et des partenaires.

### **Missions**

- suivre l'activité du dispositif,
- harmoniser le fonctionnement des commissions FSL,
- évaluer le fonctionnement du dispositif,
- formuler des propositions d'harmonisation de la mise en oeuvre du dispositif sur l'ensemble du territoire, afin de garantir l'égalité de traitement des ménages ;- d'évolution du règlement intérieur du FSL.

**NB** : Des personnes morales qualifiées oeuvrant dans le domaine considéré et désignées par le comité technique peuvent être conviées en fonction de l'ordre du jour.

### **Périodicité**

Le comité technique se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par an à l'initiative du CD82 ou du GMCA.

### **Secrétariat:**

Le secrétariat est assuré, conjointement, par le Conseil Départemental et le GMCA.

## Les instances d'attribution des aides individuelles

Les demandes d'aides financières sont examinées soit par la commission de délégation soit par les commissions plénières de chaque délégataire.

### **Commission de délégation**

Le Président du Conseil Départemental et la Présidente du GMCA donnent au gestionnaire, l'UDAF 82, délégation de compétence pour accorder et notifier directement les aides prévues au règlement intérieur selon les conditions décrites ci après dans le cadre de :

- l'accès au logement, des impayés de loyers,
- des impayés d'énergies,
- du dispositif de l'Aide à la Maîtrise des Énergies (AME),

L'UDAF82 organise à cet effet une commission de délégation qui examine et statue sur les demandes d'aides qui entrent dans son champ de compétence. La commission de délégation statue également sur les reports de date de prélèvements et peut faire varier le montant des remboursements de prêts lorsque la situation le justifie. La commission se réunit au moins deux fois par mois.

### Règles d'examen des dossiers par la commission de délégation :

Examen des impayés inférieurs à **1 200 €** pour le territoire du CD82

Examen des impayés inférieurs à **600 €** pour le territoire du GMCA.

Soldes en prêt supérieur à 100 € .

La commission de délégation examinera les dossiers des demandeurs dont les ressources sont inférieures ou égales aux plafonds ci-dessous selon la composition familiale, et les dossiers relatifs au **FSL accès logement**, dont le montant du loyer du demandeur est inférieur aux plafonds décrits ci-dessous :

Nombre de personnes composant le foyer*	Montant maximal des ressources mensuelles**	Montant maximal du loyer (hors charges)
1	1 320 €	400 €
2	1 717 €	500 €
3	1 976 €	550 €
4	2 235 €	581 €
5	2 581 €	680 €
6	2 926 €	770 €
7	3 272 €	865 €
8	3 618 €	965 €
9	3 963 €	1 080 €
10	4 309 €	1 209 €

*\* Y compris enfants et personnes hébergées. \*\* Ensemble des ressources des personnes composant le foyer.*

Procédure de traitement des demandes d'apurement d'urgence : examen des situations d'expulsions locatives au stade de commandement de payer.

Exclusion des dossiers constitués par les travailleurs sociaux de l'UDAF de Tarn et Garonne obligatoirement examinés en commission plénière.

## Commissions plénières

### Composition

Chaque commission est présidée par le délégataire concerné et est composée de la façon suivante:

### Commission Départementale :

- Le Président du Conseil Départemental ou son représentant, membre avec voix délibérative
- Un représentant du Conseil d'administration de la CAF 82, membre avec voix délibérative
- Un représentant des financeurs, membre avec voix délibérative
- Un représentant du service Habitat/logement social du Conseil Départemental et un représentant du service habitat du GMCA en charge du FSL, membres avec voix consultative
- Un représentant technique de l'Udaf 82, membre avec voix consultative

La décision est prise par voix prépondérante du Président du Conseil départemental.



### Commission GMCA :

- La Présidente du GMCA ou son représentant, membre avec voix délibérative
- Un Vice-Président, maire d'une commune membre du Grand Montauban ou son suppléant, désigné par arrêté de la Présidente, membre avec voix délibérative
- Un Délégué Communautaire ou son suppléant, membre avec voix délibérative
- Un représentant du Conseil d'administration de la CAF 82, membre avec voix délibérative
- Un représentant des financeurs, membre avec voix délibérative
- Un représentant du service « Habitat » du GMCA et un représentant du service Habitat/logement social du Conseil Départemental en charge du FSL, membres avec voix consultative
- Un représentant technique de l'Udaf 82, membre avec voix consultative

La décision est prise par voix prépondérante de la Présidente du GMCA.

Le quorum pour les commissions des deux délégataires est fixé à 1/3 des membres avec voix délibératives.

### Compétences:

La commission plénière examine et statue sur toutes les demandes d'aides financières qui n'entrent pas dans le champ de la délégation de gestion, au titre:

- de l'accès,
- des impayés de loyers,
- des impayés d'énergies,
- des situations de surendettement avérées,
- des recours / contestations de décision,
- des remises de dettes,
- du dispositif de l'Aide à la Maîtrise des Énergies (AME)
- du prêt à l'amélioration de l'habitat

et délibère sur les annulations de créances et les admissions en non valeur présentées par le gestionnaire.

### Règles d'examen des dossiers par la commission plénière :

Examen des dossiers constitués par les travailleurs sociaux de l'UDAF de Tarn et Garonne

Examen des impayés supérieurs à **1 200 €** pour le territoire du CD82

Examen des impayés supérieurs à **600 €** pour le territoire du GMCA.

Soldes en prêt inférieur ou égal à 100 €.

La commission examinera les dossiers des demandeurs dont les ressources sont comprises entre les montants indiqués dans le tableau ci-dessous et les dossiers relatifs au **FSL accès logement** dont le montant du loyer du demandeur est supérieur aux plafonds décrits ci-dessous :

Nombre de personnes composant le foyer*	Ressources mensuelles ** comprises entre	Montant du loyer (hors charges) supérieur à
1	1 320 € et 1 560 €	400 €
2	1 717 € et 2 036 €	500 €

<b>Nombre de personnes composant le foyer*</b>	<b>Ressources mensuelles ** comprises entre</b>	<b>Montant du loyer (hors charges) supérieur à</b>
3	1 976 € et 2 347 €	550 €
4	2 235 € et 2 658 €	581 €
5	2 581 € et 3 073 €	680 €
6	2 926 € et 3 487 €	770 €
7	3 272 € et 3 902 €	865 €
8	3 618 € et 4 317 €	965 €
9	3 963 € et 4 731 €	1 080 €
10	4 309 € et 5 146 €	1 209 €

*\* Y compris enfants et personnes hébergées. \*\* Ensemble des ressources des personnes composant le foyer.*

La commission examinera les dossiers des demandeurs qui sont en situation de surendettement : recevabilité, moratoire, un plan conventionnel de remboursement en cours.

### **La Commission de recours**

La commission plénière des aides est constituée en commission de recours. Elle se réunit en tant que de besoin. Elle a pour mission d'examiner et de statuer sur les contestations et les remises gracieuses. Le demandeur peut formuler une contestation par envoi d'un courrier au secrétariat du FSL dans les 2 mois suivant la réception de la notification. Au-delà de ce délai, la contestation fera l'objet d'un rejet.

### **Périodicité des commissions plénières**

Chaque délégataire organise une commission mensuelle.

### **Déontologie**

Les membres des commissions sont tenus à un devoir de confidentialité quant aux informations échangées au sein de la commission, ainsi qu'à un devoir de réserve leur interdisant d'utiliser les éléments recueillis à d'autres fins que celles prévues par la commission.

### **Secrétariat :**

Le secrétariat des commissions est assuré par le gestionnaire.

### **Le Secrétariat du FSL**

Le secrétariat du FSL, assuré par l'UDAF de Tarn-et-Garonne, est sis à l'adresse suivante :

Union départementale des Associations Familiales de Tarn-et-Garonne  
 Secrétariat FSL  
 3 place Alexandre 1er  
 CS90320  
 82003 MONTAUBAN CEDEX

## **Missions du secrétariat du FSL**

Les missions du secrétariat du FSL sont décrites au marché et sont notamment les suivantes :

- 1) Réception et instruction des demandes d'intervention du FSL.
- 2) Enregistrement des dossiers et vérification de la recevabilité et la complétude.
- 3) Diligenter en tant que de besoin, dans le cadre d'une demande de FSL accès ou aide à la maîtrise de l'énergie, une visite technique du logement.
- 4) Inscription des dossiers à l'ordre du jour des commissions plénières.
- 5) Tenue d'un état d'engagement des crédits après chaque commission.
- 6) Présentation des dossiers en commission plénière.
- 7) Édition et transmission aux deux collectivités locales des décisions d'accord accompagnées des offres de prêts pour signature. A réception de ces documents, envoi aux demandeurs.
- 8) Édition et transmission aux demandeurs, à l'instructeur et au tiers/fournisseur, des notifications de décisions d'ajournement et de rejet et de toutes les notifications de paiements.
- 9) Information des fournisseurs d'énergies, bailleurs et travailleurs sociaux référents des décisions.
- 10) Transmission des comptes rendus des visites techniques comportant un avis défavorable au PDLHI et aux services techniques du délégataire concerné : SCHS pour la commune de Montauban et au Service Habitat du GMCA ; au service Habitat /Logement social du Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne.
- 11) Transmission au Conseil Départemental et au GMCA d'un état nominatif des débiteurs défaillants à la fin de chaque semestre civil.
- 12) Établir un bilan global annuel comptable et financier du FSL à destination du Conseil Départemental et du GMCA comportant un bilan des aides individuelles pour chaque territoire avant le 31 mai.
- 13) Établir chaque année, avant le 31 mai, les statistiques destinées au représentant de l'État.

## **CHAPITRE 3- MODALITÉS D'INTERVENTION DU FSL**

### **Règles de saisine du FSL**

Le FSL peut être saisi :

- sous certaines conditions, directement par toute personne physique dans le cadre d'une procédure simplifiée (excepté pour l'eau), en utilisant les imprimés ad hoc.
- ou par tout travailleur social référent instructeur.

A la date de la signature du présent règlement, les instructeurs du FSL sont : les travailleurs sociaux du Conseil Départemental, du GMCA, CCAS de Montauban, Moissac, Caussade, Castelsarrasin, CIAS de valence d'Agen, Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF), centre AMAR, service social de l'armée, Mutualité Sociale Agricole (MSA), Caisse d'Allocations Familiales de Tarn-et-Garonne (CAF), Union départementale des associations familiales (UDAF) centre hospitalier, service social mairie de Montauban, service social du Conseil Départemental, Reliance 82, Escalé Confluences, Espace et vie, Foyer jeunes travailleurs, SOLIHA82, les restaurants du cœur, les bailleurs sociaux.

Le Secrétariat du FSL orientera le demandeur vers le service social compétent pour la constitution du dossier.

## **Constitution du dossier de demande d'aide individuelle**

Le dossier doit être constitué des éléments demandés au présent règlement à l'aide des imprimés ad hoc. Lors de colocation, un dossier doit être établi pour chaque colocataire ou le dossier présenté doit faire état de la situation de(s) l'autre(s) colocataire(s).

## **Règles d'examen des dossiers**

Le FSL est subsidiaire des dispositifs de droit commun. En application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, dans son article 65, alinéa 6°, art. 6-1, l'octroi d'une aide n'est pas subordonné à :

- une condition de résidence préalable dans le département,
- une contribution financière au fonds ou à une participation aux frais de dossier ou d'instruction de la part d'une collectivité territoriale,
- une contribution financière au fonds ou à un abandon de créance ou à une participation aux frais de dossier ou d'instruction de la part du bailleur, du distributeur d'énergie ou de l'opérateur de services téléphoniques,
- une participation aux frais de dossier ou d'instruction par les personnes ou les familles.

## **Nature des interventions : conditions générales**

Le FSL peut accorder des aides sous forme de prêt à taux 0% et/ou sous forme de secours.

Il ne peut être accordé qu'une seule aide de même nature par bénéficiaire sur une période de douze mois, la date de la dernière décision favorable faisant foi.

Des exceptions existent :

- pour les aides énergies pour lesquelles une aide eau et une aide d'une autre énergie pourront être sollicitées sur la même période de douze mois ;
- pour les aides aux impayés de loyer : une aide pour la régularisation des charges locatives et une aide aux impayés de loyer pourront être sollicitées sur la même période de douze mois.

En règle générale, le dépôt d'une nouvelle demande d'aide ne peut donc être fait que :

- 12 mois après la date de la dernière décision favorable de la commission de délégation ou de la commission plénière, pour une aide de même nature et
- si le prêt FSL de l'aide de même nature est soldé.

Dans le cadre des impayés de loyers et des impayés d'énergies, tout dossier incomplet ou irrecevable au vu des critères d'éligibilité sera rejeté: la notification de rejet mentionnera la ou les pièces et/ou informations manquantes ou le motif d'irrecevabilité et sera envoyée à l'organisme instructeur, à la famille et aux tiers (fournisseurs ou bailleurs). A compter de la date de notification du refus, un nouveau dossier pourra être déposé au secrétariat du FSL.

Lors d'une demande FSL accès, le dossier incomplet est ajourné. Une notification mentionnant les pièces manquantes, sera envoyée à l'organisme instructeur, à la famille et aux tiers (fournisseurs ou bailleurs).

## **Les prêts**

### **Le contrat de prêt**

Lorsqu'un prêt est accordé, le montant minimum de l'échéance mensuelle sera de 7 €, la durée de remboursement est fixée à 36 mois maximum.

Le contrat de prêt doit être retourné au service gestionnaire, l'UDAF de Tarn-et-Garonne, dans un délai de deux mois après la réception de l'offre. Le non retour du contrat entraîne l'annulation de l'aide octroyée.

Le secours et le prêt sont indissociables lorsqu'ils constituent la décision de la commission. Lorsqu'il est accordé un prêt et un secours, le secours n'est versé qu'après réception des contrats de prêts signés.

Le bénéficiaire peut refuser un prêt accordé par le FSL en signant le bordereau de rétractation joint au contrat.

La mensualité de remboursement fera l'objet d'un prélèvement sur compte bancaire ou postal. Une demande d'autorisation de prélèvement automatique sera envoyée par l'UDAF 82 au bénéficiaire de l'aide FSL. Sans réponse, l'aide FSL ne sera pas versée.

Le gestionnaire statuera en commission de délégation sur les reports de date de prélèvements et pourra faire varier le montant des remboursements de prêts lorsque la situation le justifie.

Tout remboursement anticipé partiel ou intégral peut être réalisé par le demandeur en cours de prêt.

Un nouveau prêt FSL ne pourra pas être accordé avant que le précédent de même nature ne soit soldé.

### **Les débiteurs défaillants**

#### a) Traitement des débiteurs défaillants

Une créance sera considérée comme défaillante après une absence de remboursement d'un mois.

Le gestionnaire mettra en œuvre la procédure de recouvrement amiable (1<sup>er</sup> rappel, 2<sup>e</sup> rappel le mois qui suit puis envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception). En l'absence de recouvrement après la mise en demeure, plusieurs modalités de gestion de ces échéances seront mises en œuvre :

- Le gestionnaire procédera automatiquement à une annulation de la créance si le solde de la créance est inférieur au seuil de recouvrement plancher défini par chaque collectivité.
- en cas de décès du débiteur, le gestionnaire proposera à la commission plénière une annulation de la créance.
- pour les autres cas, le gestionnaire effectuera des recherches de droits afin de poursuivre le recouvrement (droits ouverts dans un autre département suite à mutation, droits ouverts à la MSA, etc.). En cas de recherches infructueuses, il proposera à la commission plénière une admission en non valeur.

Tous les six mois, il effectuera de nouvelles recherches et ce durant deux ans. Au terme de ces deux années et sans remboursement de la créance, le gestionnaire proposera à la commission plénière une annulation de la créance.

Ces dossiers seront présentés en commissions plénières des mois de juin et de novembre et ce, aux fins de comptabilisations des mouvements comptables (annulation, admission en non-valeur) sur les mois de juillet et décembre.

#### b) Traitement des décisions prises par la Banque de France et demandes de remise de dettes

Le gestionnaire applique, en délégation, les décisions prises par la Banque de France dans le cadre des procédures de surendettement. La demande de remise de dette suspend le remboursement du prêt.

## **CHAPITRE 4 – LIENS AVEC LE PDALHPD**

Le Président du Conseil Départemental et la Présidente du GMCA rendront compte annuellement du bilan d'activité du FSL au Comité responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

## **CHAPITRE 5 – PRISE D'EFFET ET RÉVISION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

Le présent règlement prend effet au premier janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2024. Il peut être reconduit tacitement par les parties cocontractantes pour une nouvelle période de 2 ans. Il peut faire l'objet de modifications ou de compléments par voie d'avenants approuvés par chacune des assemblées délibérantes.

Une évaluation intermédiaire sera réalisée dans le courant du second semestre 2023.

Le règlement intérieur du FSL est révisé ou renouvelé par approbation des organes délibérants du Conseil Département et du Grand Montauban – Communauté d'Agglomération. Cependant, des modifications paramétriques (montant et barème des aides) peuvent être validées par le comité de pilotage et entrer en vigueur immédiatement.

## **TITRE II – LE DISPOSITIF DES AIDES**

### **CHAPITRE 1 – LES CONDITIONS D’ELIGIBILITE**

#### **Conditions de ressources**

Les conditions de ressources mensuelles du demandeur doivent être inférieures ou égales au plafond ci-dessous selon la composition familiale :

<b>Nombre de personnes composant le foyer*</b>	<b>Montant mensuel maximal des ressources **</b>
1	1 560 €
2	2 036 €
3	2 347 €
4	2 658 €
5	3 073€
6	3 487€
7	3 902 €
8	4 317€
9	4 731€
10	5 146€

*\* Y compris enfants et personnes hébergées. \*\* Ensemble des ressources des personnes composant le foyer.*

#### **Ressources prises en compte**

Le demandeur justifiera de ses ressources du mois précédent la constitution de la demande. Lorsqu’il perçoit des ressources autres que mensuelles (trimestrielles, semestrielles), une estimation de ses ressources rapportées au mois sera réalisée.

Sont exclues des ressources les prestations suivantes:

- le complément du mode de garde (CMG),
- l'allocation journalière de présence parentale (AJPP),
- l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH),
- la majoration pour la vie autonome (MVA),
- la prime de naissance,
- l'allocation de rentrée scolaire (ARS).

## CHAPITRE 2 – LE FSL ACCES LOGEMENT

### Conditions générales

Le FSL accès peut être sollicité pour le dépôt de garantie et le premier mois de loyer et les prestations d'accès au logement (assurance habitation, frais d'agence et de déménagement), en utilisant les imprimés ad hoc :

- par tout travailleur social référent instructeur,
- directement par toute personne physique dans le cadre d'une procédure simplifiée exclusivement pour le dépôt de garantie et le premier mois de loyer, selon les conditions décrites ci dessous.

Les prestations d'accès au logement (assurance habitation, frais d'agence et frais de déménagement) ne peuvent pas être accordées par le biais de la procédure simplifiée. Seul le dépôt d'un dossier par un travailleur social ou un bailleur social sera pris en compte pour l'étude de la demande.

Un seul dossier sera déposé pour l'ensemble des-aides sollicitées au titre du FSL Accès.

Le travailleur social étudie la capacité de remboursement du demandeur et sa solvabilité lors de la constitution du dossier de prêt.

### Conditions de la Procédure simplifiée pour le dépôt de garantie et premier mois de loyer :

Tout demandeur peut saisir le FSL par le biais d'une procédure simplifiée, si sa situation est la suivante :

- Il n'est pas dans une situation de surendettement, c'est à dire qu'il n'a pas bénéficié d'une recevabilité, d'un moratoire, d'un plan conventionnel de remboursement en cours ;
- Ses ressources et le montant du loyer sont inférieurs ou égaux aux plafonds ci dessous :

Nombre de personnes composant le foyer*	Montant maximal des ressources mensuelles**	Montant maximal du loyer (hors charges)
1	1 320 €	400 €
2	1 717 €	500 €
3	1 976 €	550 €
4	2 235 €	581 €
5	2 581€	680 €
6	2 926 €	770 €
7	3 272 €	865 €
8	3 618 €	965 €
9	3 963 €	1 080 €
10	4 309 €	1 209 €

*\* Y compris enfants et personnes hébergées. \*\* Ensemble des ressources des personnes composant le foyer.*



## Dépôt de garantie et premier mois de loyer

<b>Dépôt de garantie / premier mois de loyer - Imprimés 1 ou 1bis</b>	
Conditions générales	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Dépôt du dossier dans les deux mois d'entrée dans le logement</li><li>➤ Le service social du bailleur social doit instruire les demandes de FSL, pour ses locataires qui n'utilisent pas la procédure simplifiée.</li><li>➤ Le logement doit répondre aux critères de décence</li><li>➤ Un délai de 12 mois doit être respecté avant toute nouvelle demande, la date de la dernière commission ayant accordé cette aide faisant foi.</li><li>➤ Si un droit à l'aide au logement est ouvert, son versement doit intervenir en tiers payant.</li><li>➤ Le demandeur peut bénéficier de l'aide du FSL pour le paiement de son premier mois de loyer s'il y a interruption du versement de l'aide au logement.</li></ul>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Aide sous forme de prêt en délégation</li><li>➤ Aide versée au bailleur</li></ul>
Montant dépôt de garantie	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Aide plafonnée à un mois de loyer hors charge</li></ul>
Montant 1 <sup>er</sup> mois de loyer	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Lorsque l'aide est accordée, son montant est plafonné au montant du loyer hors charge déduction faite de l'aide au logement, et proratisé au nombre de jours effectifs passés dans le logement le premier mois.</li></ul>
Ressources	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Conditions de ressources chapitre 1</li></ul>
Durée du prêt	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ La durée du prêt est de 36 mois maximum</li><li>➤ Le montant minimum de l'échéance mensuelle du prêt est fixé à 7 €.</li></ul>
Exclusion	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Logement ayant fait l'objet d'un rapport de visite technique défavorable dans le cadre du PDLHI ou de l'action de lutte contre les logements non décents menée par la CAF 82.</li><li>➤ Si éligible au groupe CILEO ou à tout autre organisme susceptible de financer le montant du dépôt de garantie</li></ul>
Documents à fournir-se reporter aux imprimés pour les pièces justificatives	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Accès au logement ( imprimés 1 ou 1 bis)</li><li>➤ Rapport social ( uniquement imprimé 1)</li><li>➤ Demande d'examen (imprimés 1 ou 1 bis)</li><li>➤ Document à remplir par le bailleur avec son IBAN (imprimés 1 ou 1 bis)</li><li>➤ Engagements réciproques bailleurs – locataires (imprimés 1 ou 1 bis)</li></ul>

## Les Prestations d'accès au logement

### **Assurance habitation**

<b>Assurance habitation - Imprimé 1</b>	
Conditions générales	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Dépôt du dossier dans les deux mois d'entrée dans le logement</li><li>➤ Le logement doit répondre aux critères de décence au sens du décret n°2002-120 du 30 janvier 2002</li></ul>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Aide sous forme de prêt</li><li>➤ paiement à la famille sur facture, avis d'échéance, contrat d'assurance ou quittance</li></ul>
Montant	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Aide plafonnée à 80 % de la première année d'assurance habitation dans la limite de 150 €</li></ul>

<b>Assurance habitation - Imprimé 1</b>	
Ressources	➤ Conditions de ressources et de loyer
Durée du prêt	➤ La durée du prêt est de 36 mois maximum ➤ Le montant minimum de l'échéance mensuelle du prêt est fixé à 7 €.
Exclusion	➤ Logement ayant fait l'objet d'un rapport de visite technique défavorable dans le cadre du PDLHI ou de l'action décence menée par la CAF 82.
Fréquence	➤ Cette aide est accordée une seule fois et pourra être de nouveau sollicitée pour l'accès à un autre logement dans un délai minimum de 36 mois, la date de la dernière commission ayant accordé cette aide faisant foi.
Document à fournir-se reporter aux imprimés pour les pièces justificatives	➤ Accès au logement (imprimé 1) ➤ Rapport social + demande d'examen (imprimé 1) ➤ Document à remplir par le bailleur avec son IBAN (imprimé 1) ➤ Engagements réciproques bailleurs – locataires (imprimé 1)

### Frais d'agence

<b>Frais d'agence - Imprimé 1</b>	
Conditions générales	➤ Dépôt du dossier dans les deux mois d'entrée dans le logement. ➤ Le logement doit répondre aux critères de décence au sens du décret n°2002-120 du 30 janvier 2002. ➤ Un bail de location doit être signé.
Modalités	➤ Aide sous forme de prêt ➤ paiement à la famille après réception de la facture acquittée
Montant	➤ Aide plafonnée à 8 € le mètre carré dans la limite de 360 €
Ressources	➤ Conditions de ressources et de loyer
Durée du prêt	➤ La durée du prêt est de 36 mois maximum ➤ Le montant minimum de l'échéance mensuelle du prêt est fixé à 7 €.
Pièces justificatives obligatoires à joindre	➤ Facture acquittée d'honoraires et contrat de location ➤ IBAN du demandeur
Exclusion	➤ Logement ayant fait l'objet d'un rapport de visite technique défavorable dans le cadre du PDLHI ou de l'action décence menée par la CAF 82.
Fréquence	➤ Cette aide est accordée une seule fois et pourra être de nouveau sollicitée pour l'accès à un autre logement dans un délai minimum de 36 mois, la date de la dernière commission ayant accordé cette aide faisant foi.
Document à fournir-se reporter aux imprimés pour les pièces justificatives	➤ Accès au logement (imprimé 1) ➤ Rapport social + demande d'examen (imprimé 1) ➤ Document à remplir par le bailleur avec son IBAN (imprimé 1) ➤ Engagements réciproques bailleurs – locataires (imprimé 1)

## Frais de déménagement

<b>Frais de déménagement - Imprimé 1</b>							
Conditions générales	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dépôt du dossier dans les deux mois d'entrée dans le logement</li> <li>➤ Le logement doit répondre aux critères de décence au sens du décret n°2002-120 du 30 janvier 2002</li> <li>➤ Aide accordée aux personnes isolées sans enfant à charge ou couples sans enfant</li> <li>➤ Déménagement intradépartemental uniquement.</li> </ul>						
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Aide sous forme de prêt ou de secours.</li> <li>➤ Aide accordée sur devis (ou estimation des frais entre les deux domiciles par Mappy)</li> <li>➤ Remboursement des frais réels dans la limite définie ci après et paiement sur facture</li> </ul>						
Montant	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le travailleur social proposera les modalités de l'aide à accorder sous forme de secours ou de prêt dans les conditions énoncées ci-dessous :</li> </ul>						
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 30%;">Modalité de l'aide</th> <th></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Secours</td> <td>Si devis inférieur à 100 €</td> </tr> <tr> <td>Prêt</td> <td>Si devis supérieur à 100 € dans la limite de 500 €</td> </tr> </tbody> </table>	Modalité de l'aide		Secours	Si devis inférieur à 100 €	Prêt	Si devis supérieur à 100 € dans la limite de 500 €
	Modalité de l'aide						
	Secours	Si devis inférieur à 100 €					
Prêt	Si devis supérieur à 100 € dans la limite de 500 €						
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tbody> <tr> <td style="width: 30%;"></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>							
Ressources	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Conditions de ressources et de loyer</li> </ul>						
Durée du prêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La durée du prêt est de 36 mois maximum</li> <li>➤ Le montant minimum de l'échéance mensuelle du prêt est fixé à 7 €.</li> </ul>						
Pièces justificatives obligatoires à joindre	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Si prestation d'un déménageur, fournir deux devis.</li> <li>➤ Si location de camion, fournir le contrat de location, facture des frais d'autoroute et de carburant.</li> </ul>						
Exclusion	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Logement ayant fait l'objet d'un rapport de visite technique défavorable dans le cadre du PDLHI ou de l'action décence menée par la CAF 82</li> </ul>						
Fréquence	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Cette aide est accordée une seule fois et pourra être de nouveau sollicitée pour l'accès à un autre logement dans un délai minimum de 36 mois, la date de la dernière commission ayant accordé cette aide faisant foi.</li> </ul>						
Document à fournir-se reporter aux imprimés pour les pièces justificatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Accès au logement (imprimé 1)</li> <li>➤ Rapport social + demande d'examen (imprimé. 1)</li> <li>➤ Document à remplir par le bailleur avec son IBAN (imprimé 1)</li> <li>➤ Engagements réciproques bailleurs – locataires (imprimé 1)</li> </ul>						

### L'engagement de principe

L'engagement de principe est un outil au service de l'anticipation et de la préparation d'un projet d'accès à un logement. Celui-ci permet au demandeur de connaître les conditions dans lesquelles le F.S.L.pourra intervenir lors de l'entrée dans les lieux et de les justifier auprès des bailleurs potentiels.

L'engagement de principe est donné sous respect des plafonds de loyer et de ressources de la famille pour les aides suivantes :

- Dépôt de garantie.
- 1<sup>er</sup> mois de loyer (au prorata de jours en fonction de la date d'entrée dans les lieux).
- Assurance habitation.
- Frais d'agences.
- Aide au déménagement.

Les-conditions générales et les modalités d'octroi de chaque prestation devront être respectées afin que l'engagement de principe soit délivré.

Lorsqu'un bénéficiaire demande un engagement de principe, celui-ci sera transformé en accord définitif sous condition de respect des critères définis au règlement qui seront réévalués au moment de l'attribution définitive. A contrario, un non-respect des termes de l'accord donnera lieu à un rejet.

Sa durée de validité est de 12 mois à compter de la notification d'accord.

### **Visites techniques FSL**

Le secrétariat du FSL pourra mandater une visite technique à l'opérateur désigné à cet effet pour toute demande de FSL Accès afin de vérifier la décence du logement. A réception du rapport de visite, le gestionnaire en assurera le paiement d'un montant correspondant aux conditions du marché afférent.

***Dans le cas de 2 visites non honorées par le locataire, un avis défavorable sera automatiquement délivré.***

Pour cela, le locataire demandeur autorisera via l'imprimé 1 ou 1bis « FSL Accès » la réalisation d'une visite du logement ainsi que l'utilisation des données consignées dans le rapport de visite par l'ensemble des partenaires du FSL.

Dans le cas d'un rapport de visite défavorable pour cause de logement indécents, la demande FSL ne sera pas recevable. Le secrétariat du FSL enverra alors le rapport au PDLHI, au SCHS pour la commune de Montauban, au Service Habitat du GMCA pour les logements situés sur leur territoire ou au service Habitat/Logement social du Conseil Départemental.

Si le rapport de visite technique indique que le logement ne répond pas aux normes de décence, le bailleur et/ou le locataire pourra informer le secrétariat du FSL de la remise aux normes de décence, dans un délai maximum de 3 mois après la date de la visite. Le secrétariat du FSL mandatera alors une contre-visite du logement loué et poursuivra l'instruction du dossier FSL si le logement répond aux normes de décence.

## **CHAPITRE 3 – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT / IMPAYÉS DE LOYERS**

### **Prérequis généraux**

Le FSL intervient sur les impayés de loyer et de charges constitués afin de permettre le maintien dans le logement du demandeur.

Définition de l'impayé : un impayé est considéré comme constitué si sa valeur est au moins égale à 1 fois le montant mensuel du loyer et charges, résiduel si une aide au logement est versée au bailleur ou locataire, ou intégral si absence de droits. L'impayé peut être constitué, le cas échéant, uniquement de charges (charges locatives prévues dans le bail).

Une aide pour les factures de régularisation de charges et une aide pour les impayés de loyers hors charges pourront être demandées et obtenues sur la même période de 12 mois.

### **Conditions générales :**

- Le demandeur doit justifier de la reprise de paiement du loyer en cours.
- Le propriétaire doit attester qu'aucune caution solidaire ou assurance de risques locatifs ne soient souscrites ou activées.
- L'impayé (de loyer ou de charges) doit être constitué
- Le logement doit répondre aux critères de décence.

Le demandeur doit prendre contact avec le travailleur social, qui vérifiera dans un premier temps si celui-ci remplit les critères d'éligibilités décrits ci-dessus et procédera à une évaluation de sa situation sociale.

### **Impayés de loyer et régularisation de charges**

L'aide porte sur l'intégralité de la dette locative (absence de plafond de prise en charge) avec une répartition de 75 % en secours et 25 % en prêt.

<b>Maintien dans le logement - Imprimé 2</b> <b>IMPAYÉS DE LOYER</b>	
Conditions générales	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Le demandeur doit justifier de la reprise de paiement du loyer en cours</li><li>➤ Le propriétaire doit attester qu'aucune caution solidaire ou assurance de risques locatifs ne soient souscrites ou activées.</li><li>➤ L'impayé (de loyer ou de charges) doit être constitué</li><li>➤ Le logement doit répondre aux critères de décence.</li><li>➤ Aide sur l'intégralité de la dette locative.</li></ul>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Aide sous forme de prêt et/ou de secours</li><li>➤ Aide versée au bailleur</li></ul>

<b>Maintien dans le logement - Imprimé 2 IMPAYÉS DE LOYER</b>				
Nature de l'aide	Le travailleur social instructeur proposera les modalités de <b>répartition de l'aide en secours/prêt dans la limite de 75 % en secours.</b>			
	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: center;">Examen par Commission de délégation</td> <td style="width: 50%; text-align: center;">Examen par Commission plénière</td> </tr> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dette inférieure ou égale à 600 € ou 1200 € selon territoire de délégation</li> <li>➤ Solde en prêt supérieur à 100 €</li> </ul> </td> <td> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dette supérieure à 600€ ou 1200 € selon territoire de délégation</li> <li>➤ Solde en prêt inférieur ou égal à 100 €</li> </ul> </td> </tr> </table>	Examen par Commission de délégation	Examen par Commission plénière	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dette inférieure ou égale à 600 € ou 1200 € selon territoire de délégation</li> <li>➤ Solde en prêt supérieur à 100 €</li> </ul>
Examen par Commission de délégation	Examen par Commission plénière			
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dette inférieure ou égale à 600 € ou 1200 € selon territoire de délégation</li> <li>➤ Solde en prêt supérieur à 100 €</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dette supérieure à 600€ ou 1200 € selon territoire de délégation</li> <li>➤ Solde en prêt inférieur ou égal à 100 €</li> </ul>			
Ressources	➤ Conditions de ressources			
Durée du prêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La durée du prêt est de 36 mois maximum</li> <li>➤ Le montant minimum de l'échéance mensuelle du prêt est fixé à 7 €.</li> </ul>			
Exclusion	➤ Logement ayant fait l'objet d'un rapport de visite technique défavorable, dans le cadre du PDLHI ou de l'action de lutte contre les logements non décents menée par la CAF 82			
Fréquence	➤ Une aide pour l'impayé de loyers et une aide pour la régularisation de charges par période de 12 mois, la date de la dernière commission ayant accordé cette aide faisant foi.			
Document à fournir-se reporter aux imprimés pour les pièces justificatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Maintien dans le logement – impayés de loyers (imprimés 2)</li> <li>➤ Rapport social + demande d'examen (imprimés 2)</li> <li>➤ Document à remplir par le bailleur avec son IBAN (imprimés 2)</li> <li>➤ Engagements réciproques bailleurs – locataires (imprimés 2)</li> </ul>			

### **Indécence et prévention**

Toute demande portant sur un logement ayant fait l'objet d'un rapport de visite technique défavorable, dans le cadre du PDLHI ou de l'action de lutte contre les logements non décents menée par la CAF, ne sera pas éligible au FSL si les travaux visant à remédier à la non décence n'ont pas été réalisés.

*Dans le cadre d'une menace d'expulsion (à compter de l'assignation aux fins de constat de résiliation de bail), l'aide accordée pourra atteindre 1 500 €. Les règles d'examen pourront s'appliquer sans tenir compte des ressources du demandeur, néanmoins les autres conditions préalables à la saisine du FSL décrites à l'article 1 devront être réunies (reprise du paiement du loyer, mise en place du tiers payant...).*

## **CHAPITRE 4 – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT / IMPAYÉS D'ÉNERGIES**

### **Prérequis généraux**

Le demandeur doit prendre contact avec le travailleur social, qui vérifiera dans un premier temps si celui-ci remplit les critères d'éligibilités décrits au chapitre 4 article 5 et procédera à une évaluation de sa situation sociale.

Une procédure simplifiée (excepté pour l'eau) permet aux ménages de saisir directement le FSL (imprimé 3 ter).

Les dettes d'eau prennent en compte la part assainissement et consommation. Le fournisseur pourra indiquer le solde client sur l'imprimé 3bis en précisant également le nombre de factures concernées. Le secrétariat FSL prend en compte le solde client si celui-ci est précisé par le fournisseur ; à défaut, le montant de la facture sera retenue.

Lors de la constitution de la demande FSL, la saisine des fournisseurs EDF et ENGIE par le travailleur social instructeur est obligatoire afin de les informer du dépôt d'une demande FSL.

### **Traitement des demandes**

Les aides sont accordées une seule fois par nature d'énergie (une aide eau et une aide d'une autre énergie) et par bénéficiaire sur une période de douze mois.

Le dépôt d'une nouvelle demande d'aide ne peut être fait que 12 mois après la date de la dernière décision favorable de la commission de délégation ou de la commission plénière, ayant accordé l'aide de même nature.

### **Modalité de l'aide**

Le travailleur social proposera les modalités de l'aide à accorder au regard des capacités contributives du demandeur dans la limite fixée par le règlement intérieur. L'instructeur du dossier définira la répartition entre secours et prêt. Lorsqu'un prêt est demandé, la durée et la mensualité de celui-ci seront précisées. A défaut d'informations, le règlement intérieur s'appliquera sur la base du forfait. La note sociale devra dans la mesure du possible préciser si un pluri-financement est en cours.

### **Situations d'urgence pour EDF et Engie**

La notion d'urgence s'entend au regard du délai de traitement d'un dossier supérieur à 60 jours, ou/ et ayant fait l'objet d'un ajournement ayant pour conséquence la reprise du cycle de relances entraînant la menace d'interruption, ou de suspension de la fourniture d'énergie, d'eau.

La procédure d'urgence peut être activée en sollicitant l'intervention du référent FSL auprès du fournisseur d'énergie concerné et en mobilisant les moyens les plus performants en terme de rapidité (téléphone, mail, internet). Les circuits d'instruction/décision restent inchangés.

La mention "dossier urgent" sera apposée sur les pièces des dossiers concernés par le responsable de service ou son représentant.

<b>Impayés d'énergie - Imprimés 3 et suivants EAU- ELECTRICITÉ-GAZ-BOIS-FIOUL</b>											
Conditions générales	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La facture est au nom du demandeur et concerne sa résidence principale.</li> </ul>										
Conditions liées à la commission de délégation	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dette d'un montant inférieur ou égal à 600 € sur territoire GMCA ou 1200 € sur celui du CD82 .</li> <li>➤ Solde en prêt supérieur à 100 €.</li> </ul>										
Conditions liées à la commission plénière	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dette d'un montant supérieur à 600 € ou 1 200 € ou si le demandeur est dans une situation de surendettement manifeste : recevabilité, d'un moratoire, d'un plan conventionnel de remboursement en cours.</li> </ul>										
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Aide sous forme de prêt et/ou de secours</li> <li>➤ Aide versée au fournisseur d'énergie</li> <li>➤ Tout dossier incomplet ou irrecevable fera l'objet d'une notification de refus adressée au demandeur, à l'instructeur et au fournisseur.</li> </ul>										
Montant de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans son évaluation sociale, le travailleur social est libre de définir les modalités de l'aide, sa répartition entre secours et prêt, au regard des capacités contributives du ménage, du respect du règlement et dans la limite du forfait décrit ci-dessous. La durée et la mensualité du prêt proposé et l'existence éventuelle d'autres crédits doivent être mentionnés. La commission de délégation suivra cette proposition. A défaut de ces informations ou en saisine directe, l'aide accordée sera décomposée comme suit :</li> </ul> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">Secours dans la limite du barème forfaitaire indiquée ci-dessous</td> </tr> <tr> <td>Couple ou personne seule sans enfant à charge</td> <td style="text-align: right;"><b>700 €</b></td> </tr> <tr> <td>Couple ou personne seule avec 1 enfant à charge</td> <td style="text-align: right;"><b>800 €</b></td> </tr> <tr> <td>Couple ou personne seule avec au moins 2 enfants à charge</td> <td style="text-align: right;"><b>1 000 €</b></td> </tr> <tr> <td>Le solde en prêt.</td> <td></td> </tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La commission plénière reste souveraine dans ses décisions pour les dossiers relevant de sa compétence.</li> </ul>	Secours dans la limite du barème forfaitaire indiquée ci-dessous		Couple ou personne seule sans enfant à charge	<b>700 €</b>	Couple ou personne seule avec 1 enfant à charge	<b>800 €</b>	Couple ou personne seule avec au moins 2 enfants à charge	<b>1 000 €</b>	Le solde en prêt.	
Secours dans la limite du barème forfaitaire indiquée ci-dessous											
Couple ou personne seule sans enfant à charge	<b>700 €</b>										
Couple ou personne seule avec 1 enfant à charge	<b>800 €</b>										
Couple ou personne seule avec au moins 2 enfants à charge	<b>1 000 €</b>										
Le solde en prêt.											
Ressources	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Conditions de ressources</li> </ul>										
Prêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La durée du prêt est de 36 mois maximum</li> <li>➤ Le montant minimum de l'échéance mensuelle du prêt est fixé à 7 €.</li> </ul>										
Exclusion	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ factures d'ouverture de compteur, de résiliation, de frais de procédures, factures liées à un compteur chantier, les constats de fraude (exemple : consommation détournée).</li> <li>➤ Les factures relatives à l'achat de bidon de pétrole.</li> </ul>										
Fréquence	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une dette d'énergie de même nature par période de 12 mois, la date de la dernière commission ayant accordé les aides faisant foi.</li> </ul>										
Documents à fournir-se reporter aux imprimés pour les pièces justificatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Maintien dans le logement – impayés d'énergie (imprimés 3)</li> <li>➤ Demande d'aide aux impayés d'eau (imprimés 3)</li> <li>➤ joindre une seule facture (recto/verso) sur laquelle le solde client apparaît.</li> <li>➤ Rapport social + demande d'examen (imprimés 3)</li> </ul>										



## **CHAPITRE 5 – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT / IMPAYÉS TÉLÉPHONIQUES**

### **Périmètre d'intervention du FSL**

L'aide aux impayés téléphoniques est gérée par la société Orange et consiste en un abandon de créance par l'opérateur sur proposition du Président du Conseil Départemental ou de la Présidente du GMCA.

### **Conditions d'octroi**

<b>Impayés téléphoniques</b>		
Modalités	➤ Abandon de créance	
Conditions générales	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dettes contractées par des personnes physiques pour leurs besoins personnels</li> <li>➤ Résidence principale domiciliée en Tarn-et-Garonne pour le CD82 ou sur territoire GMCA</li> <li>➤ Être client des services de télécommunications de la société Orange</li> </ul>	
Montant	Montant de la dette	Montant de l'abandon de créance
	Inférieure à 200 €	Totalité de la somme.
	Supérieure à 200 €	Forfait dans la limite de 400 €.
Exclusion	➤ Les lignes résiliées ne peuvent pas bénéficier d'un abandon de créance	
Fréquence	➤ aucune limite de fréquence d'attribution (plusieurs aides possibles par an)	
Document à fournir	➤ Fiche de liaison Orange spécifique à chaque collectivité	

### **Procédure**

<b>Conseil Départemental/GMCA</b>	<b>Orange</b>
<u>Etape 1 :</u> Communication à Orange de la fiche de liaison complétée par les coordonnées du client, dans les 24 à 48 heures après avoir reçu le Demandeur (joindre facture si possible).	<u>Etape 2 :</u> A réception de la fiche de liaison, Orange protège le client de la résiliation, et met, le cas échéant, les services téléphoniques du client en service restreint local, ou en interdiction d'appels sortants, afin de stopper la croissance de la dette.
<u>Etape 3 :</u> Retour de la fiche de liaison au service émetteur, complétée du montant des dettes du client (joindre facture).	
<u>Etape 4 :</u> Dans un délai de 30 jours maximal, retour de la fiche de liaison à Orange indiquant le montant d'effacement des dettes du client décidé par le Conseil Départemental ou le GMCA. Information de la décision au service instructeur et notification au demandeur	<u>Etape 5 :</u> Annulation des dettes du client, correspondant au montant décidé par les collectivités. Rétablissement en service régulier des services de télécommunications du client. Mise à jour administrative du dossier client. Relance du client si dette restante.

## **CHAPITRE 6 – AIDE A LA MAÎTRISE DES ÉNERGIES (AME)**

### **Objet**

L'aide à la maîtrise des énergies s'adresse aux ménages en précarité énergétique éligibles au Fonds de Solidarité pour le Logement et permet :

- de mener des évaluations thermiques des logements et des consommations d'énergie du ménage,
- d'apporter des informations, des conseils et des préconisations à l'utilisation des énergies du logement en vue d'une meilleure maîtrise de la consommation,
- d'évaluer le bouquet de travaux à réaliser pour améliorer les conditions de vie mais aussi pour permettre des économies sur les charges d'énergie du logement,
- de participer au financement de petits travaux préconisés par le diagnostic du logement et à la révision d'équipements de chauffage

### **Les critères d'éligibilité**

**Publics bénéficiaires :** l'aide à la maîtrise des énergies s'adresse aux ménages occupants du parc privé **remplissant les conditions d'éligibilité au FSL :**

- Locataires titulaires d'un bail dont la validité dans la durée est assurée (3/6/9 ans);
- Logés à titre gratuit ou usufruitiers ou en indivision;
- Propriétaires occupants.

### **Conditions liées au logement:**

- Logement occupé depuis plus de 6 mois, sauf si lors d'une instruction d'un dossier FSL accés, le DPE fourni évalue une étiquette énergétique F ou G.
- Le logement concerné doit être la résidence principale du demandeur et situé dans le département de Tarn-et-Garonne.

### **Et**

le logement doit présenter ou générer un des trois critères suivants :

- Etiquette DPE classée F ou G (ou sur-consommation énergétique en l'absence de DPE) ;
- Existence d'un taux d'effort énergétique supérieur à 20 % des ressources du demandeur ;
- Une récurrence de demandes d'aides FSL énergie non liée à la gestion budgétaire.

### **La nature et le cadre financier des aides**

- 1- Le gestionnaire mandatera un opérateur pour réaliser la visite du logement et établir un diagnostic thermique couplé avec l'étude des consommations d'énergie du demandeur. Le diagnostic comportera des préconisations et relais vers les dispositifs d'aides existants et un suivi de leur mise en oeuvre.
- 2- Si le diagnostic le préconise et avec les autorisations nécessaires, le demandeur peut obtenir une aide aux petits travaux de maîtrise de l'énergie, attribuée sous forme de secours pour un montant maximum de 500 € par dossier. Elle concerne à la fois la fourniture et la pose des équipements préconisés : calfeutrage de tuyaux, installation de robinets thermostatiques, programmeurs, thermomètre, pose de tringle et rideaux isolants etc...
- 3- Suite au diagnostic, une aide complémentaire à la révision d'équipements de chauffage peut être octroyée le cas échéant, sous la forme d'un secours forfaitaire de 80 €.

Cette révision s'applique pour tous types de chauffage nécessitant une révision/entretien annuel. Sont concernées les chaudières à gaz, fuel, bois, ainsi que les cheminées, insert et l'entretien des climatisations réversibles. Cette aide unique est versée au bénéficiaire ou au tiers prestataire et ne pourra pas être renouvelée.

### **Le fonctionnement du dispositif**

Dans le cadre d'un rendez vous, le travailleur social doit, en amont de la demande d'intervention de l'opérateur chargé du diagnostic socio-thermique :

1. Faire un point avec le ménage sur son parcours résidentiel.
2. Évaluer la situation du locataire ou du propriétaire occupant quant à ses obligations (paiement du loyer ou de l'emprunt, durée du bail ou du crédit immobilier, assurance habitation, entretien du logement, des équipements de chauffage, ...).
3. Vérifier l'adéquation du logement (typologie et/ou surface) par rapport à la composition du foyer et la décence du logement. En cas de suspicion de non décence, le logement devra être signalé par le biais d'un Relevé d'Observation du Logement ou par une fiche de signalement au PDLHI et au gestionnaire FSL .
4. Récupérer auprès du locataire ou propriétaire, le bail ou titre de propriété, l'état des lieux et le DPE du logement, si possible, pour vérifier les éléments techniques et les coordonnées du propriétaire bailleur (adresse, numéro de téléphone, ...).
5. Récupérer les factures d'énergie et d'eau consécutives les plus récentes pour permettre à l'opérateur d'évaluer les consommations d'énergies .
6. Faire un point sur la situation financière du ménage : ressources, principales dépenses dont énergies, crédit(s) en cours, dette(s), procédure de surendettement.
7. Évaluer l'adhésion du demandeur à mener ce projet.

L'ensemble de ces pré requis doit permettre d'optimiser la visite technique en s'assurant de l'adhésion du locataire à trouver des solutions, éviter une procédure sans issue (conflit locataire/bailleur) et lever les freins à la réalisation de futurs travaux.

Le travailleur social adressera la demande d'intervention au gestionnaire FSL à l'aide de la fiche de liaison (imprimé...). Le diagnostic lui sera communiqué et les demandes FSL afférentes aux aides sollicitées par le demandeur devront être faites à l'aide de l'imprimé 4.

La décision des commissions est notifiée au travailleur social et au demandeur au regard de la proposition du travailleur social instructeur.

Le gestionnaire adresse le paiement aux bénéficiaires ou aux prestataires après présentation de la facture. Une visite de contrôle pourra être effectuée.

Concernant l'aide complémentaire à la révision d'équipements de chauffage, le paiement s'effectue auprès du demandeur après présentation de la facture.

### **Prise d'effet**

L'aide à la maîtrise des énergies rentrera en vigueur lorsque l'opérateur spécifique sera mandaté par le gestionnaire.

## **CHAPITRE 7 – PRÊT À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT**

### **Objet**

L'aide attribuée sous forme de prêt s'adresse aux propriétaires occupants pour financer le reste à charge des projets de travaux de rénovation énergétique ou d'adaptation de leur logement au vieillissement, en complément des aides de l'Anah et des collectivités.

### **Les critères d'éligibilité**

#### **Publics bénéficiaires :**

- Propriétaires occupants éligibles au Fonds de Solidarité pour le Logement, bénéficiaires d'une aide de l'Anah pour la rénovation énergétique de leur logement (travaux d'économies d'énergie permettant d'obtenir un gain énergétique d'au moins 35%) ;
- Ou propriétaires occupants âgés de plus de 60 ans et/ou en situation de handicap bénéficiaires d'une aide de l'Anah pour réaliser des travaux d'adaptation au vieillissement de leur logement.

### **La nature et le cadre financier**

Prêt à taux zéro, sans frais de dossier d'un montant maximal de 5 000 euros sur le reste à charge, remboursable en 72 mensualités maximum.

Instruction de la demande par un travailleur social et /ou un opérateur OPAH ou Soliha82 opérateur sur le secteur diffus.

Examen en commission plénière.

Versement au bénéficiaire sur production d'une facture de travaux.

Le présent règlement est établi en 2 exemplaires originaux.

Fait à Montauban, le *21 décembre 2022*

Le Conseil Départemental  
de Tarn-et-Garonne



Le Grand Montauban – Communauté  
d'Agglomération

La Présidente

Brigitte BAREGES